

**Conventions collectives départementales**

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS  
(RÉUNION)**

IDCC : 2389. – **Ouvriers**

**(13 mai 2004)**

*(Bulletin officiel n° 2004-3 bis)*

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,  
*Journal officiel* du 26 décembre 2004)

IDCC : 771. – **Ingénieurs, assimilés et cadres**

**(9 mai 1974)**

(Etendue par arrêté du 4 août 1975,  
*Journal officiel* du 15 août 1975)

IDCC : 627. – **ETAM**

**(12 juillet 1971)**

(Etendue par arrêté du 23 août 1973,  
*Journal officiel* du 30 septembre 1973)

■ *Journal officiel* du 18 janvier 2007

**Arrêté du 8 janvier 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre des conventions collectives des ouvriers, des employés, techniciens et agents de maîtrise et des cadres du bâtiment et des travaux publics de la Réunion (respectivement n°s 2389, 627 et 771)**

NOR : SOCT0710065A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2004 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2006, portant extension de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Réunion du 13 mai 2004 et des textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté du 23 août 1973 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2006, portant extension de la convention collective des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics de la Réunion du 12 juillet 1971 et des textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'arrêté du 4 août 1975 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 1<sup>er</sup> février 2006, portant extension de la convention collective des ingénieurs, assimilés et cadres du bâtiment et des travaux publics de la Réunion du 9 mai 1974 et des textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 19 juin 2006, relatif aux salaires des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres (barèmes annexés), conclu dans le cadre des conventions collectives susvisées ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 novembre 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application des conventions collectives régionales des ouvriers, des employés, techniciens et agents de maîtrise et des cadres du bâtiment et des travaux publics de la Réunion, respectivement des 13 mai 2004, 12 juillet 1971 et 9 mai 1974, les dispositions de l'accord du 19 juin 2006, relatif aux salaires des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise et cadres (barèmes annexés), conclu dans le cadre des conventions collectives susvisées.

Le dernier point de l'article 1<sup>er</sup> (ouvriers) ainsi que le barème des « salaires des ouvriers des entreprises employant jusqu'à vingt salariés dont l'horaire réel est resté à 39 heures », figurant en annexe de l'accord, sont étendus sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

### **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 janvier 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice des relations individuelles  
et collectives du travail,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/43, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.